



Le baromètre économique des services en France

Octobre 2011

Sommaire

Editorial	p. 2
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services	p. 3
Le chiffre d'affaires des services	p. 4
La valeur ajoutée dans les services	p. 5
Demande et trésorerie : estimations des entreprises de services	p. 6
Les échanges extérieurs de services	p. 7
Les créations d'entreprises de services	p. 8



Gilles PÉLISSON
Président du GPS

Les services¹ prêts à résister à la crise

L'économie mondiale traverse une zone de fortes turbulences. Le FMI, l'OCDE et tous les organismes de conjoncture révisent leurs prévisions de croissance les uns après les autres. Les marchés financiers doutent de plus en plus de la capacité des pays de l'Union Européenne à réduire leurs déficits et leurs dettes. L'Insee vient d'ajuster à la baisse ses prévisions de croissance pour 2011 en France. Celle-ci ne serait plus que 1,7% contre 2%.

L'activité des entreprises de services n'échappe pas à ce ralentissement. Mais celle-ci diminue moins vite et moins intensément que dans les autres secteurs. Après un premier semestre vigoureux durant lequel le chiffre d'affaires des services a progressé au total de 0,8%, juin a enregistré un premier fléchissement, confirmé en juillet. Sur le plan de l'emploi, le premier semestre a également été dynamique, avec 197 000 emplois créés en rythme annuel (dont 54 000 dans l'intérim). Pour le troisième trimestre, même si il n'y a pas de destruction d'emploi, l'indicateur avancé du GPS est au point mort.

Comme en 2008 et en 2009, les services, notamment les services aux entreprises, jouent un rôle d'amortisseur de crise. En 2009, la baisse de l'activité n'a été que de - 1,9% dans le secteur contre - 3,8% en moyenne pour l'ensemble de l'économie. Le recul de l'emploi y a également été plus modéré (-1% contre -1,6% pour l'économie). Surtout le rebond a été plus rapide et s'est amorcé dès le printemps 2009. C'est l'illustration claire de la capacité de résilience des services.

C'est pourquoi le GPS souhaite la mise en place d'une politique dynamique et globale pour les services. Seule une volonté politique permettra que notre industrie qui va du conseil à l'hôtellerie-restauration en passant par les services financiers et les services aux collectivités, demeure une "arme anti-crise".

Cette fin d'année est placée sous l'ombre menaçante de la dette publique. Selon le projet de budget 2012, la dette cumulée de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale s'élèvera sur l'année à 85,5% du PIB. L'augmentation des impôts ne suffira pas à rétablir nos équilibres et contribuer au désendettement. Il faudra, inéluctablement, que les dépenses publiques soient maîtrisées. Les services peuvent y contribuer. Pour cela, il est temps de mettre en place des incitations à l'externalisation des activités de services actuellement gérées en direct par l'État ou les collectivités publiques, afin de les confier à des entreprises. Ces dernières, fortes de leurs savoir-faire spécifiques et sachant maîtriser les coûts, sont des acteurs crédibles pour concourir à la maîtrise de la dépense publique, garantir la meilleure utilisation des équipements publics et offrir des services plus innovants.

Le secteur des services est un moteur et une chance pour l'économie française. Il représente 47% du PIB et emploie 8,6 millions de personnes, ce qui en fait le premier employeur de France. C'est un secteur compétitif où l'ascenseur social fonctionne et qui participe au rayonnement de la France à l'international. Il est indispensable de lui offrir un environnement économique, juridique et réglementaire favorable pour que son dynamisme perdure.

L'économie française peut compter sur ses entreprises de services : elles sont prêtes à relever le défi de faire plus et mieux.

Gilles C. PéliSSon
Président

Ouvrage édité par le Groupement des Professions de services.
Directeur de la publication :
Bérangère de Beauhoudrey
Comité de rédaction :
Jean-Paul Betbèze, Dominique Calmels, Grégori Colin, Bérangère de Beauhoudrey, Rémi Malétras.
Edition déléguée : Louisiane - RCS Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 005/2011
ISBN : 978-2-918995-07-4
Dépôt légal novembre 2011
Contact presse : Isabelle Mas
Vae Solis - Tél. 01 53 92 80 10
isabelle.mas@vae-solis.com
© GPS 2011 tous droits réservés

¹ Les services correspondent au tertiaire marchand hors commerce.

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services

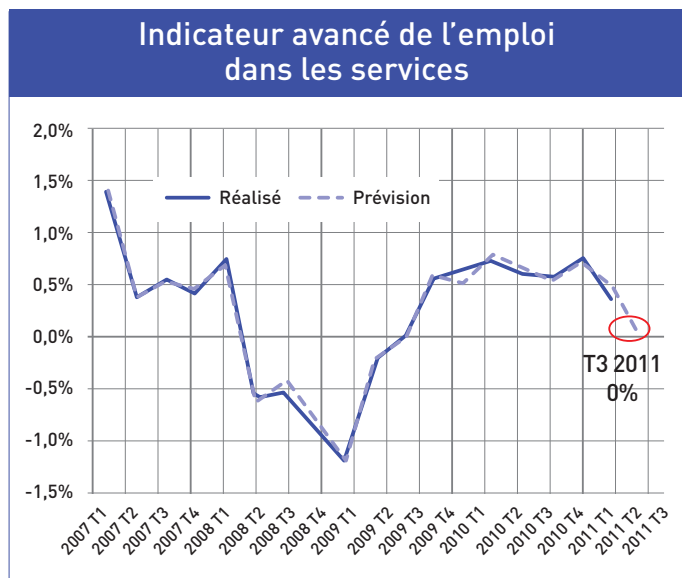
Pour la première fois depuis 2009, les services ne créeront pas d'emploi au 3^{ème} trimestre.

Le tertiaire a créé 197 000 emplois en rythme annuel à l'issue du 2^e trimestre (dont 54 000 dans l'intérim). Le troisième trimestre 2011 a été riche en rebondissements financiers et économiques. L'Insee vient de présenter une prévision de croissance nulle du PIB au 3^e trimestre, une dégradation du chômage partiel et un léger abaissement du nombre des chômeurs (en catégorie A - chômage total).

Dans ce contexte, l'indicateur avancé de l'emploi du GPS anticipe que le secteur des services ne créera pas d'emploi supplémentaire au 3^e trimestre.

Les services sont les premiers créateurs d'emplois du secteur marchand. Une pause dans cette dynamique pourrait envoyer un signal préoccupant pour l'ensemble de l'économie.

“ La création d'emploi dans les services devrait être au point mort au 3^e trimestre ”



Source Insee.

Pourquoi un indicateur avancé de l'emploi ?

L'emploi constitue la variable économique clé (avec la valeur ajoutée) pour un tableau de bord sectoriel. En effet, l'évolution de l'emploi renseigne sur la tendance de fond de l'activité dans la mesure où l'accroissement des effectifs constitue une anticipation positive de la conjoncture pour un employeur.

Cependant, les chiffres de l'emploi sont publiés avec un décalage qui peut être gênant pour l'analyse conjoncturelle et pénalise la réactivité du décideur. Pour un trimestre T, l'Insee ne publie les chiffres de l'emploi que lors du trimestre suivant ; une première estimation "flash" vers le milieu de T+1, suivie en général, deux semaines après par un chiffre provisoire, qui fera l'objet de plusieurs révisions, parfois conséquentes. De plus, ces chiffres sont rarement détaillés et ne fournissent pas d'appréciation sectorielle.

C'est pourquoi le GPS a mis au point un indicateur avancé de l'emploi dans les services. Celui-ci permet dès la fin du trimestre T de disposer d'une estimation de l'emploi pour le trimestre qui vient de s'écouler, ainsi que pour le trimestre à venir. Soit **une avance de respectivement 15 et 45 jours sur les chiffres publiés par l'INSEE**. Le champ couvert est celui du tertiaire marchand hors commerce, ce qui correspond au champ du GPS, dans les limites des nomenclatures disponibles. La phase de test de l'indicateur sur le premier semestre a montré une totale cohérence avec les indicateurs publiés par la suite par l'Insee.



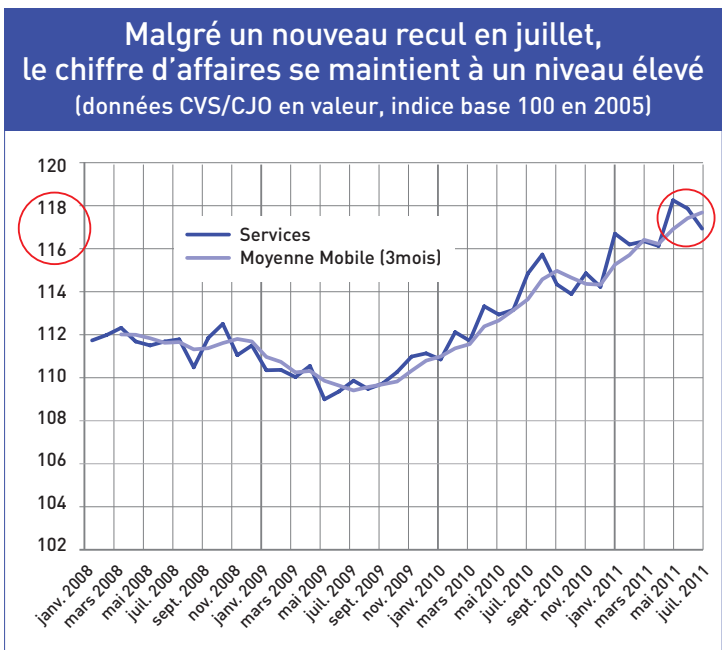
Le chiffre d'affaires des services

Sur les deux premiers trimestres 2011, le chiffre d'affaires des entreprises de services poursuit sa progression. Juin marque un fléchissement, confirmé en juillet.

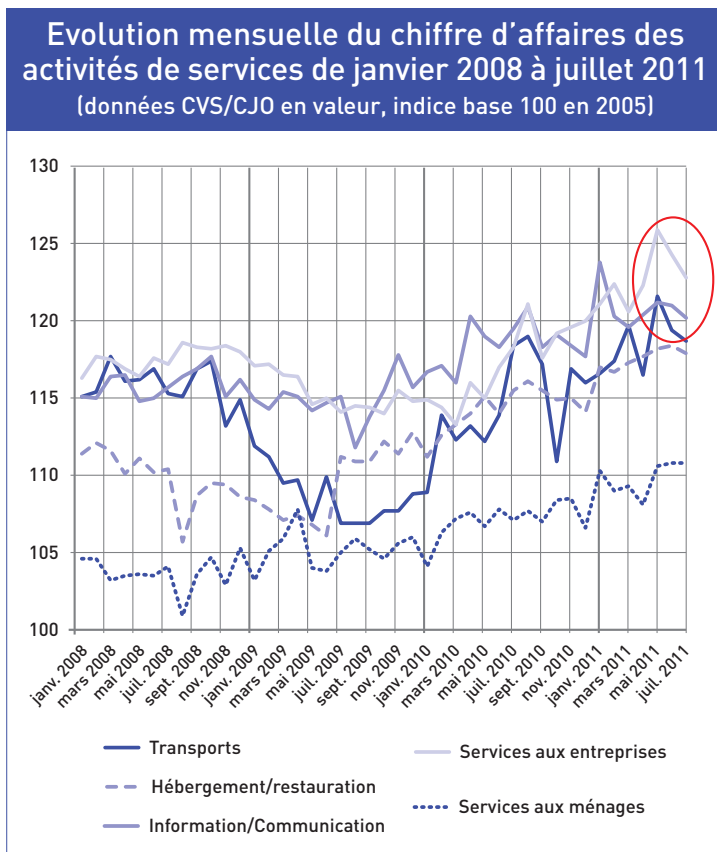
Depuis le début de l'année 2011, le chiffre d'affaires des services a progressé de +0,46%, poursuivant une hausse débutée durant l'été 2009. En juin, le chiffre d'affaires des services baisse de -0,3%, en juillet, de -0,8%. En rythme annuel, cela correspondrait à une contraction de l'activité de l'ordre de -6,5% ; mais cette inflexion s'effectue depuis un sommet (le niveau record du mois de mai) et le niveau de juillet reste élevé ; il est le troisième meilleur mois de l'année 2011.

La moyenne trimestrielle continue de traduire un mouvement de progression ininterrompu depuis l'été 2009.

“ Depuis le début de l'année 2011, le chiffre d'affaires a progressé de 0,46% ”



Source : Insee¹.



Source : Insee.

Entre juin et juillet, tous les secteurs marquent le pas, à l'exception des services aux ménages.

Les trois secteurs les plus axés sur le B to B (transports, information-communication et services aux entreprises) poursuivent leur ralentissement entamé en mai.

¹ L'indice de chiffre d'affaires des services correspond à la moyenne des activités hors services financiers et hors commerce.

La valeur ajoutée des services

La croissance du volume de valeur ajoutée ralentit au 2^e trimestre.

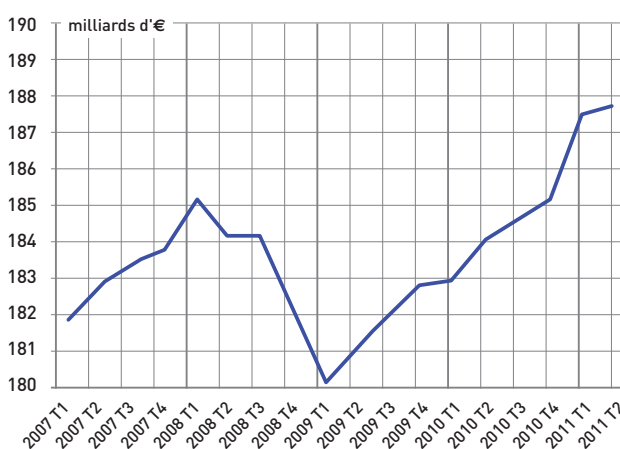
Au 2^e trimestre 2011, la valeur ajoutée du secteur des services s'établit à 188 milliards d'euros, soit une croissance de +0,1% par rapport au trimestre précédent (+1,3%). Ceci marque un net ralentissement dans la mesure où la croissance trimestrielle moyenne depuis la sortie de la crise (2^e trimestre 2009) était de +0,5%.

Les services financiers et immobiliers soutiennent encore la croissance du secteur au 2^e trimestre ; corrigés de ces deux activités, les services ont une croissance négative de -0,1% à 117 milliards d'euros (+1,5% au 1^{er} trimestre).

Compte tenu du 3^e trimestre mouvementé pour le secteur bancaire français et du risque de tassement de l'activité dans l'immobilier, il est possible que la valeur ajoutée des services ne puisse compter sur ces deux importants contributeurs aux 3^e et 4^e trimestres 2011.

“ Au 2^e trimestre 2011, la valeur ajoutée du secteur des services s'établit à 188 milliards d'euros, soit une croissance de +0,1%, qui marque un net ralentissement par rapport au trimestre précédent ”

La valeur ajoutée des services (en milliards d'euros) se stabilise au 2^e trimestre 2011 (CVS,CJO, t/t-1, prix de l'année précédente chaînés)



Source : Insee, Comptes Nationaux Trimestriels.

Valeur ajoutée dans les services par secteur

(données CVS/CJO volumes aux prix de l'année précédente chaînés, base 2005)

	Milliards d'euros			Evolution en %		
	2010 T4	2011 T1	2011 T2	2011 T1/2010 T4	2011 T2/2011 T1	Ecart
Services immobiliers	52,4	52,7	52,8	0,5%	0,2%	-0,3%
Services aux entreprises	48,1	49,0	48,9	1,7%	-0,1%	-1,8%
Information-communication	23,1	23,5	23,5	2,0%	0%	-2,0%
Transport	20,4	20,6	20,6	0,9%	0,2%	-0,7%
Services financiers	17,6	18,0	18,2	2,2%	1,0%	-1,2%
Services aux ménages	14,1	14,2	14,1	0,9%	-0,7%	-1,6%
Hébergement-restauration	9,8	9,9	9,9	1,2%	0,5%	-0,7%
Services	185,2	187,6	187,8	1,3%	0,1%	-1,2%

Source : Insee.

Ce que recouvre les nomenclatures officielles d'activités

Transports : transport routier, aérien, poste et courrier, entreposage

Hébergement- restauration : hôtellerie, restauration collective, rapide

Information et communication : télécommunications, programmation, édition

Services financiers : banques, assurances

Services immobiliers : marchands de biens, locations

Services aux entreprises :

- Activités et services spécialisés, scientifiques et techniques, juridiques et comptables, activités des sièges sociaux et conseil, architecture et ingénierie, contrôle

- Activités de services administratifs et de soutien : intérim, sécurité, foires et salons, propreté, centres d'appels

Services aux ménages : services à la personne, arts, spectacles et activités récréatives



Demande et trésorerie : estimations des entreprises de services

La demande adressée aux entreprises de services progresse de plus en plus lentement, mais les stocks de trésorerie continuent de s'accroître.

1. La demande adressée aux entreprises de services ralentit depuis le début de l'année mais reste positive

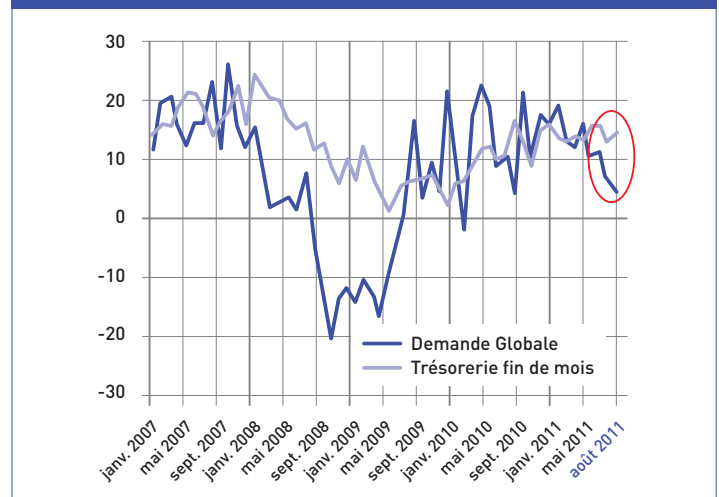
Interrogées en août sur l'évolution de la demande qui leur a été adressée (ce qui, pour l'industrie, correspond au carnet de commandes) les entreprises de services ont à nouveau fait part d'un ralentissement par rapport au mois précédent. Il s'agit du 5^e mois de baisse depuis le début de l'année ; le solde d'opinion est de 3,9 alors que la moyenne depuis octobre 2002 est de 8,9. Cela signifie que la demande progresse, mais de moins en moins vite et, en tout cas, bien moins vite que la moyenne mensuelle depuis près de 9 ans. Le scénario de 2008/09 qui a connu une réduction de la demande¹ reste une possibilité qu'on ne peut écarter pour la fin de l'année 2011, même si la décélération est moins brutale aujourd'hui qu'à cette époque.

2. La situation de trésorerie des entreprises de services

Le précédent choc économique de 2008/09 a lourdement impacté le niveau moyen de trésorerie des entreprises de services sans pour autant leur faire passer la ligne rouge de la réduction de liquidité². Au mois d'août, les entreprises de services semblent avoir poursuivi la reconstitution de leur trésorerie à un rythme soutenu. Le niveau des stocks (14,1) se maintient au dessus de la moyenne de long terme³ de l'indicateur (12,3). C'est un signe encourageant. Dans l'hypothèse d'une contraction de l'activité, les entreprises de services se retrouveraient dans une situation de trésorerie qui les aidera à passer le cap d'une crise éventuelle.

“ La demande adressée aux entreprises de services ralentit depuis le début de l'année mais est toujours positive. La situation de trésorerie des entreprises est en nette amélioration ”

Evolution de l'activité et du niveau de trésorerie dans les entreprises de services (soldes d'opinions CVS)



Source : Banque de France, Enquête "Conjoncture Industrie & Services", août 2011.

1 L'indicateur de demande est resté négatif 11 mois consécutifs entre août 2008 et juin 2009.

2 Un solde d'opinion positif indique qu'une majorité des répondants estime que l'indicateur a progressé. L'enquête de conjoncture Banque de France porte sur 2 500 entreprises de services.

3 Là aussi, la moyenne est calculée depuis octobre 2002.

Les échanges extérieurs de services

Le solde extérieur des services français poursuit sa progression, il atteint en cumul 9 milliards d'euros depuis le début de l'année.

Après une correction attendue du solde record de janvier 2011, les échanges de services ont repris la tendance haussière interrompue dans la 2^e moitié de 2010. Un deuxième point historiquement haut a même été atteint en juin avec un solde positif de 1,5 milliards d'euros.

Un bon résultat atténué en juillet, dans un contexte international mouvementé, en particulier dans la zone euro qui reste l'espace prioritaire de nos échanges.

Le solde cumulé de l'année atteint un peu plus de 9 milliards d'euros à la fin du mois de juillet 2011. Il faut remonter à l'année 2002 pour trouver un résultat plus important au premier semestre (10,7 milliards d'euros).

Les fortes perturbations économiques et financières de l'été 2011 ne présupposent pas pour autant un impact négatif sur le solde des transactions de services. En effet, le premier semestre 2009, pourtant marqué par une importante contraction de l'activité en France et chez nos principaux partenaires commerciaux a été une phase de progression du solde extérieur des services.

2011 est pour le moment et à plus d'un titre une année exceptionnelle pour les exportations françaises de services.

“ 2011 est pour le moment et à plus d'un titre une année exceptionnelle pour les exportations françaises de services ”

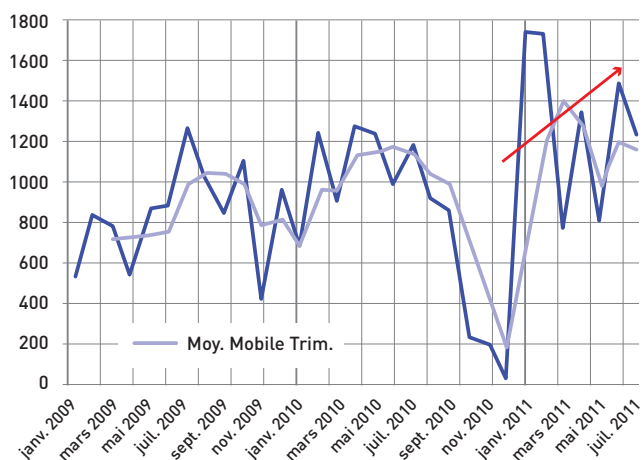
Ce que recouvre les services dans la balance des paiements

- Transports⁽¹⁾
- Voyages⁽¹⁾
- Autres services aux entreprises⁽²⁾
 - services de communication
 - services de construction
 - services d'assurance
 - services financiers
 - services informatiques
 - redevances et droits de licence
 - autres services aux entreprises (négoce international, services commerciaux, location opérationnelle ...)
- Services personnels, culturels et récréatifs (services audiovisuels ...)
- Services des administrations publiques

⁽¹⁾ les postes Transports et Voyages contribuent à hauteur de 60% du solde environ

⁽²⁾ le poste Autres services aux entreprises à hauteur de 40% du solde environ

Solde mensuel des transactions courantes de services France/Reste du Monde, en millions d'euros (cvs/cjo)



Source : Banque de France.



Les créations d'entreprises de services

Malgré un rebond en août, les créations d'entreprises de services semblent installées dans une tendance baissière.

La création d'entreprises de services a connu un point haut en mars 2010 avec 33412 créations, immédiatement suivi d'une correction pendant les 5 mois suivants (20 837 créations seulement fin août). Après un court rebond en septembre, une tendance baissière s'installe, ramenant la moyenne des créations mensuelles du 2^e trimestre 2011 en dessous de celle du 1^{er} trimestre 2009, niveau de référence.

Les perspectives d'amélioration semblent faibles d'ici à la fin de l'année. D'une part, le secteur bancaire, peut être amené à resserrer les financements du fait de ses propres contraintes de liquidités. D'autre part, la

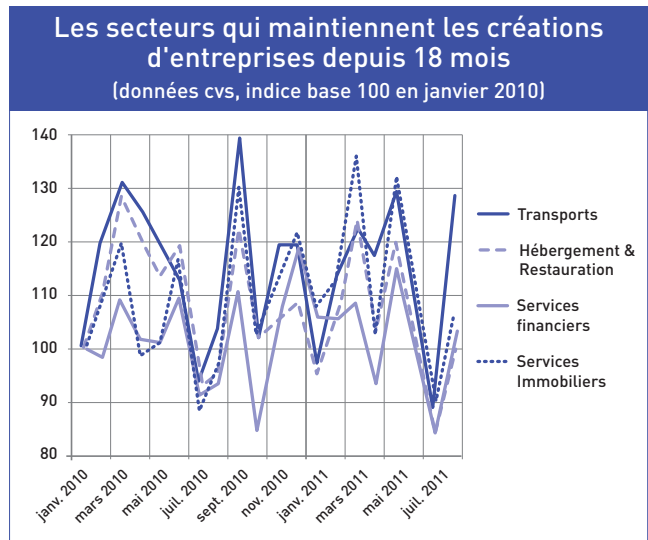
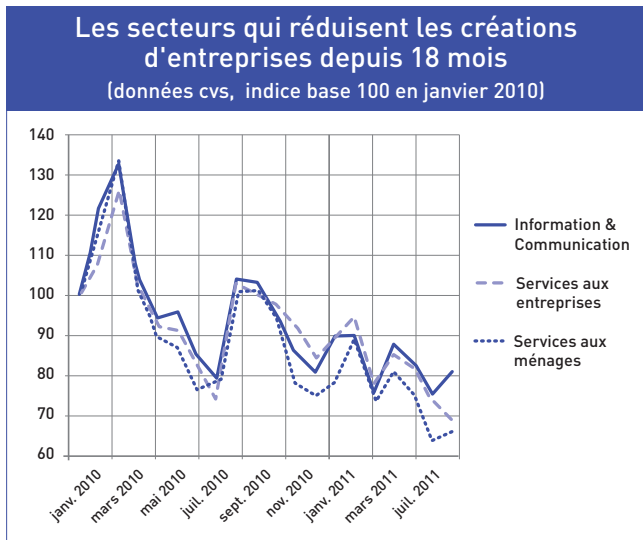
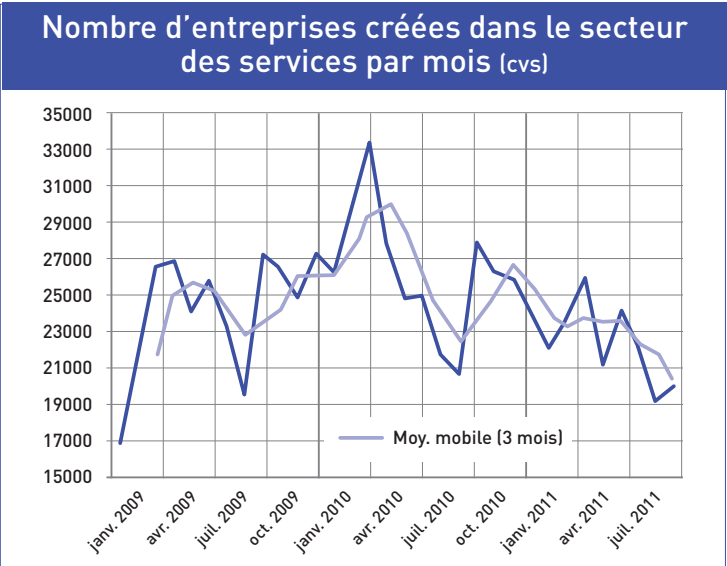
conjoncture n'autorise pas davantage les anticipations optimistes avec une croissance en berne et de lourdes incertitudes sur la consommation des ménages.

Les activités de services aux ménages (4357 créations) et aux entreprises (7996 créations) représentent ensemble 62% des créations du mois d'août. La plus grande sensibilité de ces métiers à la conjoncture (croissance du PIB et moral des ménages) explique une partie du ralentissement des créations d'entreprises de services. En août, la plupart des autres secteurs des services (sauf information/communication, lui aussi baissier) sont proches de leur indice de référence de janvier 2010.

“ Les perspectives d'amélioration de créations d'entreprises semblent faibles d'ici à la fin de l'année ”

Note méthodologique

Les statistiques de créations d'entreprises ont connu un profond bouleversement avec la mise en place du statut d'auto entrepreneur au 1^{er} janvier 2009. Les activités de services ont fait l'objet d'une grande partie des créations d'entreprises sous cette nouvelle forme juridique¹. Les corrections statistiques engendrées par ce nouveau flux de créations sont limitées au 1^{er} trimestre 2009, le niveau atteint alors (26 680 créations en mars 2009) forme la nouvelle base d'analyse des tendances de l'indicateur.



¹ En moyenne, plus de 45% des entreprises créées en France (toutes formes juridiques) sont des entreprises de services (source Insee).

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 25 fédérations de services membres du Medef et près de 27 grandes entreprises.

Les services sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,6 millions de personnes, ce champ représente 34,3% de l'emploi intérieur total en 2010 et a généré 47% de la valeur ajoutée totale (807 milliards d'euros).

